

Eugène Varga

Un article de 1937 dans l'Humanité

Source : *L'Humanité*, n°13 388, 14 avril 1937, p. 4.

A PROPOS DE LA CONFERENCE DE L'ECONOMIE DIRIGEE CONVOQUEE A PARIS PAR L'INTERNATIONALE D'AMSTERDAM

par VARGA

Au milieu du mois d'avril siégera à Paris la conférence des experts convoquée par la direction de la Fédération syndicale internationale pour discuter des questions de l'économie dirigée. Cela nous oblige à examiner sérieusement ces questions.

Au cours des cinq ou six dernières années, l'élaboration et la discussion de projets pour une économie dirigée sont devenues la grande mode dans les pays bourgeois. Des syndicalistes, des social-démocrates, des hommes politiques bourgeois-radicaux (le « trust des cerveaux » de Roosevelt) s'enthousiasment pour l'économie dirigée. Les causes de ce phénomène sont les suivantes :

- a) Le grand succès de la réalisation du plan quinquennal en Union soviétique ;
- b) Les coups pénibles que la crise économique cyclique qui a éclaté en 1929 a portés aux travailleurs de tous les pays capitalistes.

C'est ainsi qu'a surgi l'idée de copier l'économie selon un plan, telle qu'elle est pratiquée en U. R. S. S., sans renverser l'ordre capitaliste existant. Les mots d'ordre de « capitalisme dirigé », d'une « économie dirigée au sein du capitalisme » ont pris une force attractive d'autant plus grande que le chômage devenait plus grand du fait de la crise ; qu'un nombre toujours plus grand de petites existences indépendantes étaient anéanties par la crise. Voilà la raison de la position officielle prise par le sixième congrès de la F.S.I. tenu à Bruxelles en 1933, en faveur de l'économie dirigée.

Nous devons porter une attention d'autant plus soutenue aux conférences de la F.S.I. sur l'économie dirigée, que certains chefs, qui se placent à l'extrême droite de la social-démocratie, font à ce propos une démagogie sans scrupule. De Man joue sous ce rapport le rôle dirigeant, il fait la propagande en faveur d'une lutte pour son « plan de travail » destinée à se substituer à la lutte économique pour l'amélioration du sort des ouvriers ; il oppose son plan de travail en tant que nouvelle voie pour le passage pacifique au socialisme, à la voie du renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie préconisée par les communistes ; mais en réalité, il a abandonné son plan dès que la possibilité s'est offerte à lui de devenir ministre dans un cabinet de coalition.

La démagogie de l'économie dirigée en tant que méthode d'une évolution pacifique du capitalisme au socialisme a aussi trouvé accès dans les milieux dirigeants de la F.S.I. C'est ainsi que Schevenels, le secrétaire général de la F.S.I., écrivait dans « *Le Mouvement Syndical International* » (leader du numéro du 1^{er} avril 1935, page 1) :

« Sans exiger expressément la suppression du capitalisme en tant que système économique, cette action pour le plan de travail aboutit pratiquement à arracher, morceau par morceau, des positions plus importantes et plus décisives à la domination capitaliste. »

La démagogie de l'économie dirigée sert ainsi à rafraîchir la vieille conception réformiste de la possibilité d'une transition progressive et pacifique au socialisme : cette vieille théorie antimarxiste des réformistes à laquelle, au cours des dernières années, l'anéantissement de la liberté d'organisation et de la liberté démocratique des ouvriers par le fascisme en Allemagne et en Autriche, et le travail de propagande des communistes ont fait perdre une bonne partie de sa force d'attraction sur les ouvriers du monde entier.

Schevenels et d'autres réformistes, en présentant la propagande pour les plans de travail comme une méthode décisive pour « arracher morceau par morceau les positions les plus importantes et les plus décisives à la domination capitaliste », fait une démagogie dangereuse et irresponsable.

Les « positions décisives » de la bourgeoisie sont sa propriété privée des moyens de production, le pouvoir qu'elle a sur l'appareil de l'Etat : les tribunaux, l'administration, l'armée, la police, la gendarmerie, les prisons, etc. pour défendre sa propriété privée ; les deux *ensemble* assurent sa domination économique et politique, la possibilité d'exploiter les ouvriers et les travailleurs en général. Faire croire aux ouvriers qu'il soit possible de réaliser l'économie dirigée, d'arracher par des moyens pacifiques toutes les « positions décisives » à la bourgeoisie, non seulement sans conquérir l'appareil de l'Etat, mais sans même le détruire et sans le reconstruire sur une base révolutionnaire, en tant que système soviétique, est soit une illusion dangereuse, soit une démagogie consciente. Tant que la bourgeoisie disposera de l'appareil d'Etat, elle ne se laissera arracher aucune position économique décisive.

« L'économie dirigée » est-elle en général possible sous le capitalisme ?

Si l'on entend par « économie dirigée », comme le font De Man, Schevenels et autres, une forme de passage du capitalisme au socialisme - moitié capitalisme, moitié socialisme - avec le maintien de la domination de classe de la bourgeoisie, eh bien, une telle économie est tout simplement impossible !

Des interventions du capitalisme, *au moyen d'un plan économique*, dans le cours de l'économie capitaliste, sont-elles possibles ?

Incontestablement : elles sont non seulement possibles, mais même indispensables dans certaines situations historiques, dans l'intérêt du maintien de la domination de la bourgeoisie.

« L'économie dirigée » sous le capitalisme a atteint son plus grand développement pendant la guerre, mondiale, lorsqu'en Allemagne notamment, la répartition des matières premières, des moyens de transport, des vivres et de la main-d'œuvre s'effectuait « selon un plan. » Aussi certains social-traîtres tels Lensch ont-ils cherché à tromper les ouvriers en qualifiant démagogiquement l'économie de guerre de l'Allemagne de « *socialisme de*

guerre ». Les buts de cette économie dirigée étaient pendant la guerre de mobiliser toutes les ressources du pays en vue de la guerre impérialiste (même en allant dans certains cas à l'encontre des intérêts de *quelques* capitalistes), d'asservir les ouvriers, de rejeter sur les travailleurs le fardeau de la guerre. « Le paradis pour les capitalistes, l'enfer pour les ouvriers », c'est ainsi que Lénine a qualifié l'économie dirigée du temps de la guerre.

Au moment où la dernière crise était à son point le plus bas, il y a eu dans beaucoup de pays d'importantes interventions économiques de l'Etat capitaliste, par le moyen d'un « plan » : les mesures de Roosevelt sont typiques sous ce rapport. Elles avaient le double but de sauver à l'aide des milliards de l'Etat, de grandes entreprises capitalistes que la crise des crédits, en 1933, menaçait de la débâcle ; d'autre part, d'étouffer le mécontentement des ouvriers et des fermiers.

Mais à mesure que la bourgeoisie américaine, surmontant la crise économique, sentait le terrain redevenir ferme sous ses pieds, elle supprimait à nouveau toute « économie dirigée », comme du fatras inutile

A l'heure actuelle, il existe *en Allemagne et en Italie*, une « économie dirigée » de grande envergure en vue de la préparation de la guerre. On rogne de plus en plus, « selon un plan », sur la nourriture, l'habillement des travailleurs allemands, pour employer au maximum les ressources du pays en vue de préparer une agression de rapine contre les pays voisins et contre l'Union Soviétique. « Des canons au lieu de beurre » : tel est le leitmotiv de l'économie dirigée allemande d'aujourd'hui. Nous voyons ainsi que « l'économie dirigée sous le capitalisme » a toujours été réalisée au profit de la grande bourgeoisie, et il ne pouvait en être autrement, étant donné que l'Etat est aux mains de la bourgeoisie.

Ce n'est pas par hasard que la discussion sur « l'économie dirigée » se ranime aujourd'hui, en 1937. Bien que les affaires de la bourgeoisie soient excellentes dans un certain nombre de pays : en Angleterre, aux Etats-Unis, dans les pays scandinaves, elle craint que la bonne marche des affaires ne dégénère dans un proche avenir en un « boom » et ne se termine par une dure crise. De là, chez les économistes bourgeois et les chefs réformistes, le désir pieux mais irréalisable d'éviter le déclenchement d'une nouvelle crise par l'application d'un plan à l'économie.

Cette pensée, qu'il est possible d'éviter la crise par l'économie dirigée, a été ouvertement défendue par Schevenels dans un article récemment paru dans le Bulletin de la F. S. I. (numéro du 9 mars 1937).

L'expérience de la dernière crise a montré que les interventions de l'Etat peuvent sans doute sauver des entreprises capitalistes de la faillite, mais ne peuvent pas arrêter la crise.

L'expérience a aussi montré que maints partis social-démocrates se servent de l'agitation pour l'économie dirigée seulement comme d'un moyen pour détourner les ouvriers de la lutte pour leurs revendications immédiates et qu'ils ne prennent pas eux-mêmes au sérieux la lutte pour leur plan. Quel tapage inouï fut fait par le P.O.B. au sujet du « plan » de De Man ! Et le résultat fut que la direction du P.O.B. a abandonné ce plan de travail au moment où s'offrait l'occasion d'entrer dans un gouvernement bourgeois de coalition. Aujourd'hui, De Man et Spaak font non seulement la politique de la bourgeoisie, mais même une politique pro-hitlérienne ! Le fameux « plan de travail » qui devait réaliser l'« attaque contre la structure du capitalisme même » est mis de côté ! Son auteur, De Man, gère les finances de son pays en qualité de mandataire de la grande bourgeoisie belge.

L'exemple du parti social-démocrate hollandais montre aussi que celui-ci ne veut pas lutter sérieusement pour la réalisation de son plan, sinon, pourquoi aurait-il refusé la participation active de nos camarades hollandais à l'action pour le plan international ?

Nous, communistes, nous ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité d'un « capitalisme dirigé selon un plan ». Mais nous soutiendrons avec les ouvriers social-démocrates les revendications d'un plan économique répondant aux intérêts immédiats du prolétariat : la semaine de 40 heures, les travaux publics financés par une contribution sur les richesses, en général l'intervention de l'Etat pour développer, « selon un plan », la politique sociale au profit des ouvriers. Il y a là un terrain immense. L'emploi de la force de travail des ouvriers s'effectue de façon essentiellement chaotique, sans plan, selon les intérêts particuliers de chaque capitaliste. Des femmes, des enfants sont employés à de bas salaires pour le travail le plus pénible, tandis que des millions d'ouvriers cherchent en vain une place ! Un long chômage a fait perdre leur capacité professionnelle à d'innombrables ouvriers ! Bien souvent, des ouvriers de plus de 40 ans ne trouvent plus de place ! Dans les « régions de misère » de l'Angleterre, de jeunes chômeurs prennent la place de leurs pères, sans travail depuis des dizaines d'années ! Lutter « selon un plan » pour la suppression de ces fléaux, imposer des lois sociales, diriger la classe ouvrière dans ses luttes pour l'amélioration de ses conditions de travail, telle devrait être la tâche de la F.S.I. et de toutes les organisations de la classe ouvrière.

De telles revendications répondant à un plan trouveront toujours l'appui des communistes. Il en est de même des revendications contenues dans différents plans relatifs au maintien de la paix, à la lutte contre le fascisme.

Mais la lutte victorieuse pour la réalisation de revendications contenues dans différents plans et répondant à l'intérêt des ouvriers n'est possible que si toute la classe ouvrière lutte pour elles dans de grandes actions unifiées ; que si l'on met fin une fois pour toutes, dans tous les syndicats affiliés à la F.S.I., à la tactique de division de la classe ouvrière, en particulier à la tactique d'exclusion des communistes et d'évincement des meilleurs militants syndicaux communistes des postes dirigeants, et cela parce que ce sont des communistes. L'essor immense des syndicats français après leur fusion, grâce à la collaboration fraternelle des camarades socialistes et communistes, montre clairement la voie à toutes les autres organisations de la F.S.I.